

Depuis 1990 le Tribunal des droits de la personne



## Historique

Depuis l'entrée en vigueur, le 28 juin 1976, de la Charte des droits et libertés de la personne, la Commission des droits de la personne (et des droits de la jeunesse, à compter de 1995) assume principalement le mandat de promouvoir et d'assurer le respect des droits et libertés inscrits dans la Charte (article 71). À cette fin, elle fait notamment enquête sur des plaintes de discrimination et décide de leur bien-fondé tout en effectuant, au besoin, la médiation entre les parties et en soumettant des recommandations quant au règlement des différends. Le cas échéant, lorsque celles-ci ne sont pas suivies à sa satisfaction, la Commission peut soumettre le litige à un tribunal.

Le 14 juin 1988, la Commission des institutions de l'Assemblée nationale dépose un rapport soulignant les difficultés liées au double mandat de cet organisme, ainsi que la lenteur et la lourdeur du processus entrepris à la suite du dépôt d'une plainte. Le rapport propose du même souffle la création d'un tribunal spécialisé chargé du respect de différents droits protégés par la Charte et doté du pouvoir d'en faire cesser les violations au moyen d'ordonnances exécutoires.

C'est le 10 décembre 1990 qu'entrent en vigueur les amendements majeurs apportés à la Charte en vue, notamment, de créer le Tribunal des droits de la personne. Au nombre des objectifs poursuivis par le législateur, mentionnons une plus grande accessibilité à la justice et plus d'efficacité dans l'adjudication relative à des domaines relevant de la compétence d'enquête de la Commission.

L'honorable Ann-Marie Jones,  
Présidente

**L'équipe du service  
juridique**

L'honorable Scott Hughes  
L'honorable Yvan Nolet  
L'honorable Rosemarie Millar

Me Pierre Angers  
Me Jean-François Boulais  
Mme Judy Gold  
Me Luc Huppé  
Me Sabine Michaud  
Me Claudine Ouellet  
Me Marie Pepin  
Me Mélanie Samson  
Me Yeong-Gin Jean Yoon

Me Isabelle Gauthier  
Me Frédérick J. Doucet  
Mme Mirma Doane Saint-Julien  
Mme Ariane Lafond

**Le personnel administratif**

Mme Jennifer Nguyen  
Mme Liane Bouvrette

LES MEMBRES

La Présidente

**L'honorable Ann-Marie Jones**

L'honorable Ann-Marie Jones été nommée Présidente du Tribunal des droits de la personne le 1er septembre 2014.

Mme la juge Jones est détentrice d'un baccalauréat en droit de l'Université du Québec à Montréal et d'un certificat d'études supérieures en droit international de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève.

Admise au Barreau en 1980, elle exerce au Centre communautaire juridique de Montréal et au cabinet Alarie, Legault jusqu'en 1985, alors qu'elle intègre la fonction publique québécoise où elle a été successivement substitut du Procureur général du Québec, membre du contentieux du ministère du Revenu et de la Régie des alcools et des jeux, ainsi que conseillère juridique auprès de la Direction des services judiciaires de Montréal.

Ses implications bénévoles ont été diverses auprès de la communauté juridique et d'organismes communautaires. Ainsi, elle a été membre de comités du Barreau et de la Ligue des droits et libertés où elle s'est engagée dans la défense des droits des détenus. En 1985, elle a fait partie d'un groupe de travail interministériel, créé par le ministère de la Justice. Elle participe alors à la rédaction du rapport intitulé *La condition des femmes détenues au Québec*.

En 1997, elle est nommée Commissaire à la Commission des relations du travail, fonction

qu'elle exerce jusqu'à sa nomination à la Cour du Québec le 5 septembre 2001. Elle est alors affectée principalement à la Chambre de la jeunesse du district de Montréal. Le 1er août 2012, elle est désignée au poste de juge coordonnatrice adjointe de la Chambre de la jeunesse de Montréal, poste qu'elle occupe jusqu'au 31 août 2014.

Depuis sa nomination à la Cour du Québec, Mme la juge Jones a participé à plusieurs comités de la Cour. Également, de 2010 à 2012, elle a été élue représentante des juges siégeant en matière jeunesse au sein de la Conférence des juges du Québec.

Les juges

### **L'honorable Scott Hughes**

L'honorable Scott Hughes a été nommé membre du Tribunal des droits de la personne le 27 mars 2013.

M. le juge Hughes est détenteur d'un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal et d'un diplôme d'études supérieures en droit de la santé de l'Université de Sherbrooke. Il a exercé sa profession au sein du cabinet Monette Barakett depuis son admission au Barreau en 1988. Il a commencé sa pratique en litige civil pour étendre ses champs d'expertise au droit commercial, au droit de la santé et des services sociaux et aux relations du travail. Il a été professeur de l'École du Barreau pendant plusieurs années et a enseigné notamment les techniques de plaidoirie et la procédure civile. Il a agi aussi à titre de président de tribunaux d'arbitrage et de membre du Conseil de discipline du Barreau.

M. le juge Hughes est juge à la Cour du Québec, chambre civile, depuis le 5 avril 2012. Il siège à Montréal.

### **L'honorable Yvan Nolet**

M. le juge Yvan Nolet a été nommé membre du Tribunal des droits de la personne le 29 janvier 2014. Admis au Barreau en 1982, il a exercé sa profession en cabinet privé, d'abord à Montréal, pendant sept ans, puis à Laval, à compter de 1989. Après des études universitaires en éducation physique, il a obtenu une licence en droit de l'Université de Montréal. Son expérience et ses champs d'expertise sont concentrés en droit civil, commercial, corporatif et dans les secteurs de l'immobilier et de la construction. Il a agi également comme médiateur et arbitre dans le cadre de litiges commerciaux, tout comme auprès du Barreau du Québec, pour les arbitrages de conflits reliés aux honoraires professionnels.

De 1991 à 2000, il a enseigné le droit des affaires à l'École du Barreau de Montréal. Ses implications bénévoles sont diverses auprès de la communauté juridique, d'organismes communautaires ou dans le milieu des affaires. Il a notamment participé aux travaux du

comité de la Cour du Québec portant sur les petites créances de 1989 à 1996 et a été bâtonnier du Barreau de Laval en 1998-1999. Il est nommé juge à la Cour du Québec le 29 septembre 2011 où il siège à la Chambre civile. Au moment de sa nomination, il était associé au sein de l'étude Nolet, Éthier à Laval. Il participe actuellement aux travaux du comité sur la santé mentale de la cour.

### **L'honorable Rosemarie Millar**

Mme la juge Rosemarie Millar a été désignée membre du Tribunal des droits de la personne le 9 juillet 2014. Admise au barreau en 1981, Mme Millar a exercé sa profession au sein du Bureau des substituts du Procureur général du Québec de Maniwaki et de Hull de 1981 à 1990. En 1990, madame Millar s'est jointe au Contentieux des affaires civiles et du droit immobilier à Ottawa, devenu partie du Bureau régional du Québec, au ministère fédéral de la justice, où elle a travaillé jusqu'à sa nomination à la Cour du Québec le 21 juin 2007 aux chambres civile, criminelle et jeunesse.

Mme Millar a enseigné à l'École professionnelle du Barreau du Québec de 1985 à 1991 et elle a aussi été professeure au programme linguistique des juges du Bureau du Commissaire à la magistrature pendant plusieurs sessions. Elle a été bâtonnière du Barreau de Hull de 1995 à 1996, présidente de l'Association des civilistes de 1996 à 1997, représentante du Barreau de Hull au Conseil général du Barreau du Québec de 1994 à 1996 et membre de plusieurs comités du barreau de Hull et du Barreau du Québec.

### **Les assesseurs**

#### **Me Pierre Angers**

Me Pierre Angers a été nommé assesseur au Tribunal le 4 septembre 2013. Inscrit au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec depuis 1975 et à titre d'avocat à la retraite depuis 2011, Me Angers a occupé la fonction de secrétaire général du Bureau de l'ombudsman de la Ville de Québec de sa création en 2004, jusqu'en 2008. Il a agi pendant plus de 20 ans comme Responsable de l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Au cours de sa carrière, Me Angers a participé à de nombreux comités de rédaction de lois ou de règlements notamment celle des huissiers de justice.

#### **Me Jean-François Boulais**

Me Jean-François Boulais a été nommé assesseur au Tribunal le 2 mars 2011. Membre du Barreau du Québec depuis 1968, il est détenteur d'une maîtrise en droit de l'Université d'Ottawa. Pendant plus de 20 ans, il a publié chez SOQUIJ une édition annotée de la *Loi sur la protection de la jeunesse*. De 1968 à 1979, il a oeuvré à l'Aide juridique et a également enseigné le droit pénal comme chargé de cours à l'Université de Montréal. À compter de 1979, il s'est joint à la Commission de protection des droits de la jeunesse, puis de 1995 à 2004, au Contentieux du ministère de la Justice du Québec. Il a travaillé de près avec la Ligue des droits à l'époque de l'adoption de la *Charte des droits et libertés de la personne* et de la réforme de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.

### **Mme Judy Gold**

Mme Judy Gold a été nommée assesseure au Tribunal le 18 mars 2009. Commissaire *ad hoc* à l'Office de consultation publique de Montréal depuis 2004 et au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 2003 à 2009, elle a siégé, à titre de commissaire ou de présidente, à de nombreuses commissions de consultation publique. En outre, elle travaille depuis plus de 25 ans dans le domaine de la diversité culturelle, de l'inclusion sociale et du développement communautaire. Consultante depuis 2000, elle est sollicitée par des instances gouvernementales et des organismes non gouvernementaux à propos de politiques et de programmes relatifs à la diversité, à l'immigration, à la consultation publique et au développement social et communautaire.

### **Me Luc Huppé**

Me Luc Huppé a été nommé assesseur au Tribunal le 29 avril 2009. Membre du Barreau du Québec depuis 1984, il est détenteur d'une maîtrise et d'un doctorat en droit de l'Université de Montréal. Il a publié, en l'an 2000, un ouvrage intitulé « Le régime juridique du pouvoir judiciaire » et, en 2007, un second ouvrage intitulé « Histoire des institutions judiciaires du Canada ». Il pratique le droit dans un cabinet privé et se spécialise dans le domaine du litige. De 1995 à 1999, il a été chargé de cours à la Faculté de droit de l'Université de Montréal en tant que responsable de la participation de l'Université au Concours de plaidoirie Laskin.

### **Me Sabine Michaud**

Me Sabine Michaud a été nommée assesseure au Tribunal le 4 septembre 2013. Membre du Barreau du Québec depuis 1993, elle a exercé en droit criminel pendant près de 10 ans avant de travailler en Afrique, de 2002 à 2010, dans le domaine de la Justice entre les

femmes et les hommes et des violences faites aux femmes et aux filles. Elle a eu l'opportunité d'animer plusieurs ateliers et de prononcer plusieurs conférences sur ces thématiques. Détentrice d'un baccalauréat en criminologie, Me Michaud a également une expérience de travail dans le domaine de l'intervention psychosociale auprès des personnes en difficulté. Elle travaille actuellement au Bureau International des droits des enfants à titre de Chargée de projet pour la Côte d'Ivoire.

### **Me Claudine Ouellet**

Me Claudine Ouellet a été nommée assesseure au Tribunal le 29 avril 2009. Membre du Barreau du Québec depuis 1988, Me Ouellet a d'abord été criminaliste, pour ensuite se spécialiser en droits de la personne. Me Ouellet a occupé la fonction de directrice générale de la Coalition gaie et lesbienne du Québec de 1998 à avril 2003. De 2000 à 2003, elle a été membre du conseil d'administration de l'International lesbian and gay association (ILGA) et a été responsable des relations avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), à titre de chef de mission. Me Ouellet est détentrice d'un baccalauréat spécialisé en droit (1987) et d'un certificat en sociologie (1986) de l'Université Laval. De 2008 à 2010, elle a été membre du comité plurifacultaire d'éthique de l'Université Laval et y a siégé à titre de juriste.

### **Me Marie Pepin**

Me Marie Pepin a été nommée assesseure au Tribunal le 4 septembre 2013. Membre du Barreau depuis 1994, elle est aussi détentrice d'un Baccalauréat spécialisé en relations industrielles de l'Université de Montréal. Pendant plus de 25 ans, elle a travaillé dans le domaine des relations de travail à la Confédération des syndicats nationaux. Elle s'est intéressée plus spécifiquement aux conditions de travail des femmes et au travail des enfants dans le monde. Elle a aussi participé à des missions internationales relativement aux droits des travailleurs dans des pays en développement. Elle est présentement en pratique privée, associée à un cabinet qui agit en droit social.

### **Me Mélanie Samson**

Me Mélanie Samson a été nommée assesseure au Tribunal le 2 mars 2011. Membre du Barreau du Québec depuis 2005, Me Samson est professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval où elle enseigne les droits et libertés de la personne et l'interprétation des lois. Elle prononce régulièrement des conférences sur ces mêmes sujets. Plusieurs de ses textes ont par ailleurs été publiés dans des revues spécialisées en droit. Me Samson a

obtenu plusieurs bourses et mentions d'excellence pendant ses études au baccalauréat, à la maîtrise et au doctorat en droit. Elle figure notamment au premier rang du tableau d'honneur de la Faculté de droit de l'Université Laval pour l'année 2003-2004.

### **Me Yeong-Gin Jean Yoon**

Me Yeong-Gin Jean Yoon a été renommée assessseure au Tribunal le 23 mars 2009. Elle y est assessseure depuis mars 2004. Détentrice d'un baccalauréat en psychologie de l'Université McGill (1985) et d'une licence en droit de l'Université Laval (1990), elle a été admise au Barreau du Québec en 1991. La même année, elle s'est jointe au cabinet Desjardins Ducharme Stein Monast. En 1996, elle a intégré l'équipe du cabinet Fasken Martineau Dumoulin où elle a pratiqué en droit du travail, en droit administratif et en droits et libertés de la personne jusqu'en décembre 2001.

### **LE PERSONNEL**

L'équipe du service juridique

### **Me Isabelle Gauthier**

Me Isabelle Gauthier agit à titre d'avocate du Tribunal depuis le 10 septembre 2012. Elle y occupait auparavant le poste d'agente de recherche en droit depuis le mois d'avril 2009. Membre du Barreau du Québec depuis 1995, elle est détentrice d'un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal, ainsi que d'une maîtrise en droit comparé avec une spécialisation en bioéthique de l'Université McGill. Elle a travaillé à titre d'avocate et de bioéthicienne dans le réseau de la santé et des services sociaux et a agi comme membre de comités d'éthique clinique et de la recherche. Elle a ensuite travaillé pendant sept ans comme avocate en litige en responsabilité médicale et hospitalière, ainsi qu'en droits de la personne au sein d'un cabinet privé.

### **Me Frédérick Joseph Doucet**

Me Frédérick Joseph Doucet agit à titre d'avocat du Tribunal depuis le 17 juin 2013. Il y avait occupé le poste de stagiaire du Barreau entre les mois de septembre 2012 et de mars 2013. Il est détenteur d'un baccalauréat en droit et d'une maîtrise en Common Law et droit transnational de l'Université de Sherbrooke, ainsi que d'un Master 2 recherche en droits de l'Homme de l'Université Lumière Lyon 2. Il poursuit actuellement un doctorat en droit à l'Université de Montréal, dans le cadre duquel il se penche sur le recours au droit comparé dans l'interprétation du droit à l'égalité, tel que garanti par la législation relative aux droits de la personne applicable sur le territoire du Québec. Depuis le

trimestre d'été 2015, Me Doucet est également chargé de cours à l'Université de Sherbrooke.

### **Mme Mirma Doane Saint-Julien**

Mme Mirma Doane Saint-Julien, avocate de formation, agit à titre d'agente de recherche en droit du Tribunal depuis le 7 août 2012. Elle y a assumé auparavant le poste de greffière. Dans le passé, elle a, entre autres, agi comme agente de soutien aux affaires corporatives et conformité à la Fédération des caisses Desjardins du Québec, ainsi que comme réviseuse administrative à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST). Elle détient un baccalauréat en droit de l'Université de Montréal. Elle poursuit actuellement une maîtrise en prévention et règlement de différends à l'Université de Sherbrooke.

### **Mme Ariane Lafond**

Mme Ariane Lafond agit au Tribunal à titre de stagiaire de l'École du Barreau depuis août 2015. Elle détient une licence en droit de l'Université d'Ottawa. Au cours de ses études, elle a notamment travaillé comme assistante de recherche. Elle s'est également impliquée au sein du comité d'Amnistie internationale de l'Université d'Ottawa.

### **Le personnel administratif**

#### **Mme Jennifer Nguyen**

Mme Jennifer Nguyen agit à titre de greffière du Tribunal depuis le 13 octobre 2015. Détenant un diplôme d'études collégiales du Collège Dawson en Social Science, concentration Law, Society & Justice, elle poursuit présentement ses études à l'Université du Québec à Montréal au baccalauréat en gestion publique. Mme Nguyen a occupé le poste d'agent de bureau au greffe civil de Montréal de mai 2013 à décembre 2014. Elle a par la suite travaillé à la Direction des registres et de la certification en tant que technicienne en droit. En sa qualité de greffière pour le Tribunal, Mme Nguyen assume la gestion du greffe et la responsabilité du rôle d'audience, sous l'autorité de la Présidente, en plus de la coordination entre les procureurs des parties et les membres du Tribunal.

#### **Mme Liane Bouvrette**

Mme Liane Bouvrette agit à titre de secrétaire principale au Tribunal des droits de la



personne et assiste la présidente, l'honorable Ann-Marie Jones, dans ses fonctions administratives depuis le 21 décembre 2015. Elle est également la personne-ressource pour toutes les questions relatives au secrétariat général du Tribunal. Mme Bouvrette possède une vaste expérience de travail en secrétariat ayant occupé des emplois dans différents bureaux d'avocats et ayant agi comme adjointe à la magistrature au ministère de la Justice du Québec depuis 1991.

Les droits mention dans l'hymne National du Canada 🎵 O Canada Protégeras nos Foyer et nos droits.🎵 Faux

Mes droits ou elle ne sont nulle part seulement pour les gouvernements car c'est un qui paie ses personnes qui nous les représente car la solidarité du Gangstérisme continue la culture de Duplessis aussi avec sa collusion, la corruption, les magouillages collectifs de la solidarité des politiciens aux Canada et au Québec conjointement.

Mais donc ou est cette justice ou ou pas ici dit la procureur du Québec 1995 Mme Esthel Gravelle dit : Mr Bertrand ici vous n'obtiendrez jamais la justice sur nos territoire vous aller ce que vous aller obtenir une apparence de justice comme dans l'affaire Dr Guy Turcotte et Mme Renée Baillargeon pas nouvelle.

D.P.C.P fabrication des scénarios des preuves quel collusions et corruption du gangstérisme du **Solidarité avec se croupe banditisme en cravates**

Go To my Link: [www.orpheinsdeduplessis.com](http://www.orpheinsdeduplessis.com)